



Observations de la FARAPEJ concernant le jeu concours-reportage « animation des enfants » organisé par SODEXO Justice Services dans les lieux d'accueil dont l'entreprise a la gestion déléguée

Lors de son Conseil d'Administration du 5 février 2011, la FARAPEJ, Fédération des Associations Réflexion Action Prison et Justice, a examiné la question du jeu concours-reportage « animation des enfants » que SODEXO Justice Services (anciennement SIGES) souhaite voir se dérouler dans les lieux d'accueil en gestion déléguée où l'entreprise intervient. Le présent document résulte de la résolution adoptée en conseil d'administration à ce sujet et d'un travail élaboré en collaboration avec Pierre Delmas, Araxie Gagachian, Étienne Hérard, Julian Martinez, Fabienne Moulon, Alexis Saurin.

Sources pour l'élaboration de ce document :

- Règlement du jeu concours-reportage « animations des enfants » par Sodexo Justice Services
- Document Sodexo Justice Services intitulé « autorisation relative au droit à l'image »
- Note du DAP du 15 avril 2008 relative à la *fonction d'accueil des familles dans les prochains marchés de fonctionnement en gestion déléguée* ;
- Note du DAP du 1er septembre 2008 relative à la *convention type de partenariat concernant l'accueil des familles dans les établissements du programme 13200* ;
- Note du Sous-directeur des personnes placées sous main de justice du 23 novembre 2009, relative à l'*externalisation de la fonction d'accueil des familles lors du renouvellement du marché des établissements du plan 13000 – 4000 et lien avec les associations d'accueil des familles*.
- Analyse juridique réalisée par Mme Annick Dorléans, juriste à l'ARAPEJ Île-de-France
- Courrier adressé par Jeannette Favre, présidente de l'UFRAMA, au Sous-directeur des personnes placées sous main de justice le 1er février 2011

Analyse de la FARAPEJ :

Le Conseil d'Administration de la FARAPEJ manifeste son accord avec l'analyse développée par Jeannette Favre dans son courrier du 1er février 2011 et souhaite présenter certaines analyses prolongeant et complétant ce document.

En premier lieu, la FARAPEJ souhaite souligner qu'elle est tout particulièrement en accord avec les interrogations suivantes, tirées du courrier de Mme Favre et relatives au jeu-concours :

1. « son aspect commercial et publicitaire, un des buts énoncés étant "de valoriser les animations mensuelles réalisées par Sodexo Justice Services sur cette fonction" »
2. « le sens d'un tel jeu sous la forme d'un concours entre les salariés du prestataire privé, transformés en "reporters" dans le but "de créer une émulation parmi les équipes" avec des prix attribués aux "reporters gagnants" »
3. « l'autorisation soumise à la signature des familles relative au droit à l'image. Cette autorisation est particulièrement étendue pour tout usage sur internet ou représentation au public. Comment les familles seront-elles amenées à signer une telle autorisation ? avec ou sans délai de réflexion ? A noter en outre que l'autorité parentale est dans de nombreux cas partagée et que la signature du seul parent présent n'est pas suffisante »
4. « les méthodes : l'utilisation de la vidéo ou de la photo dans un local pénitentiaire ayant pour vocation spécifique d'accueillir des familles de personnes détenues nous apparaît complètement inadéquat. La présence de caméras ou d'appareils photos ne peut qu'inquiéter les personnes présentes et entraîner un climat de suspicion. En outre les photos même floutées n'empêchent pas le plus souvent l'identification des personnes au risque de la stigmatisation des enfants ayant fait l'objet d'un "reportage". »

En second lieu, la FARAPEJ souhaite développer les observations complémentaires suivantes qui nous semblent de première importance :

- le projet de jeu concours-reportage « animations des enfants » témoigne du fait que SODEXO Justice Services méprise les limites de ses fonctions dans le cadre de son contrat avec l'Administration Pénitentiaire : d'une part l'entreprise « oublie » l'étape de concertation avec ses partenaires institutionnels et associatifs pour exercer la mission commune d'accueil des familles (alors que les conventions quadripartites signées localement prévoient cette concertation, dans le sens énoncé dans la convention-type) et d'autre part elle instrumentalise le public dont elle a la charge, pour mener une politique de gestion de personnel ainsi que – comme on peut le craindre étant donnée l'ampleur des droits d'utilisation concédés – une politique marketing de l'entreprise SODEXO Justice Services. On serait en droit d'attendre qu'une entreprise gestionnaire dans le cadre d'une délégation de service publique applique une déontologie aussi stricte que l'administration délégataire, vis-à-vis des publics concernés.
- Le concours vise à « produire une émulation » entre les salariés SODEXO Justice Services intervenant au sein des lieux d'accueil et de « mettre à

*profit les derniers stages BAFA par des exercices pédagogiques et pratiques (sic) ». Il nous semblerait plus pertinent à ce titre d'investir dans des actions de formation professionnelle qualifiante de ces salariés. Nous rappelons en effet que le BAFA (« brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs ») n'est pas un diplôme professionnel comme l'indique le Décret n°87-716 du 28 août 1987 en son article premier : « Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur de centres de vacances et de loisirs et le brevet d'aptitude aux fonctions de directeur de centres de vacances et de loisirs sont **destinés à permettre d'encadrer à titre non professionnel, de façon occasionnelle, des enfants et des adolescents en centres de vacances ou de loisirs** ».*

- Tout au contraire, le choix des prix du jeu-concours (smartbox « *séjour et table authentique* », « *tables et saveurs* » et « *adresse gourmande* »), de consommation strictement privée, hors du champs de la mission d'accueil des familles, témoigne du fait qu'il s'agit bien d'une opération de gestion des ressources humaines en direction des salariés chargés de l'accueil et non d'une recherche d'amélioration de la qualité d'accueil et de prise en charge des enfants par un développement des compétences pédagogiques des salariés.
- Il nous semble important de souligner qu'aucune association ne se serait permis un tel écart vis-à-vis des conditions du partenariat développé avec l'administration pénitentiaire et une telle absence de concertation. À ce titre, nous sommes très inquiets de constater à quel point SODEXO Justice Services opère sans tenir compte du contrôle que l'Administration Pénitentiaire exerce sur les activités en lien avec les détenus, et cela tout juste un an après le début des interventions de l'entreprise dans les lieux d'accueil.
- En s'en tenant simplement aux questions d'ordre juridique, plusieurs aspects du concours interrogent, notamment en ce qui concerne la cession du droit à l'image et les conditions dans lesquelles celle-ci s'opère : (i) quelle prise en compte du consentement des enfants disposant de la capacité de discernement - dont l'autorisation devrait être recueillie - en plus de celui des représentants légaux? (ii) Si seule une utilisation des photos floutées est envisagée, pourquoi faire signer une telle autorisation ? (on peut se demander si, en dehors du cadre du concours, les photos seront bien utilisées de manière floutée, l'organisation du texte de l'autorisation relative au droit à l'image étant ambiguë sur ce point) (iii) De quel délai de rétractation disposent les représentants des enfants ? (iv) Comment justifier une renonciation à toute réclamation ou poursuite pour une durée de 5 ans pour des conditions de diffusion et de publication aussi vastes que ceux envisagés, et alors même que les enfants pourront devenir adultes dans ce délai ?
- Les conditions de publication et de diffusion des productions du concours laissent penser que les photographies des enfants ne serviront pas uniquement au jeu-concours lui-même, mais bien à illustrer des documents liés à la « *communication interne* » de l'entreprise ou « *tout type de représentation au public* » ce qui peut inclure des documents

publicitaires et commerciaux, des rapports d'activité de l'entreprise, des présentations powerpoint lors d'assemblée générale de l'entreprise, etc.

- Plus largement et plus fondamentalement, la FARAPEJ ne peut s'empêcher de se poser à nouveau la question de la mission et la vocation des personnels de l'entreprise gestionnaire (telle que définie et mise en oeuvre par l'entreprise gestionnaire) par rapport à celle des bénévoles et salariés de nos associations: les animations enfants proposés par ces associations relèvent d'une autre éthique et d'un autre contenu pédagogique ! L'inadaptation au contexte de ce jeu-concours dénote à la fois du manque de respect, voire du mépris, pour le public accueilli mais également de la méconnaissance de ce public, tout en mettant l'accent sur une valorisation fort superficielle de personnels mal payés et peu reconnus par leur employeur.
- Enfin, nous ne pouvons que nous inquiéter très sérieusement de l'impact qu'aurait une action de ce type sur les familles et tout particulièrement les enfants : la recherche du « bon cliché » ou de la « bonne prise » ne stimulera probablement pas la qualité pédagogique des animations proposées aux enfants ; la prise en photo des enfants risque de crispier et d'inquiéter parents et enfants.

En conclusion, la FARAPEJ souligne que l'accueil des familles - et en particulier des enfants - des personnes détenues venant aux parloirs ne doit en aucun cas être mise en images dans le cadre d'une opération marketing. Il y a un monde entre ce type d'opération et la réalisation d'un documentaire comme celui de Stéphane Mercurio intitulé À côté : dans le cas d'À côté, on se préoccupe des familles et des proches, et on cherche à montrer la réalité et la complexité de leur quotidien, dans le cas de SODEXO Justice Services, on instrumentalise ces familles dans une but marketing et lucratif.

Le Conseil d'Administration de la FARAPEJ dénonce donc fermement l'attitude de la SODEXO Justice Service qu'il juge scandaleuse et demande le retrait pur simple et définitif du jeu-concours.

Ce type d'initiative ne pourra que causer du tort aux familles et proches de personnes détenues et discréditer la politique de maintien du lien familial que l'administration pénitentiaire tente de développer sous l'impulsion de textes tels que les règles pénitentiaires européennes, la loi pénitentiaire, mais également suite à la mise en évidence de l'importance de ces questions par les associations agissant au niveau local ou encore de fédérations telles que la FARAPEJ, l'UFRAMA ou les Relais Enfants-Parents.

FARAPEJ
68 Rue de la Folie Régnault 75011 PARIS
Tel : 01 55 25 23 75 Fax : 01 55 25 23 76 farapej@farapej.fr Site : www.farapej.fr